VILLE DE LAON CABINET DU MAIRE SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE SECRÉTARIAT DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX FJ/DV/BR/LV/2021

N°2021/3360

ARRÊTÉ DU 5 OCTOBRE 2021

portant sur la pose de décorations effectuée par l'entreprise LECLERE, rue Châtelaine, du 22 au 25 novembre 2021,

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police, VU

le code de la voirie routière.

le code de la route. VU

l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que

ceux le modifiant ou le complétant,

l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 6ème VU

Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise LECLERE - 21 rue Monseigneur Coquart - 02240 RENANSART tendant à obtenir

l'autorisation d'effectuer la pose de décorations, rue Châtelaine, du lundi 22 au jeudi 25 novembre 2021.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1: L'entreprise LECLERE est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer la pose de décorations, rue Châtelaine, du lundi 22 novembre 2021 à 7 heures 30 au jeudi 25 novembre 2021 à 20 heures ou fin de pose.

La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, du lundi 22 novembre 2021 à 7 heures 30 au jeudi 25 ARTICLE 2: novembre 2021 à 20 heures ou fin de pose.

Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, ARTICLE 3: seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.

L'entreprise LECLERE sera tenue pour seule responsable des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou ARTICLE 4:

d'une insuffisance de protection.

Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation. ARTICLE 5:

Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois ARTICLE 6:

pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens

Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ARTICLE 7: ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent

arrêté.

Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. ARTICLE 8:

Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre

hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

Pour le Maire et par délégation,

Maire Adjoint,

tion des Risques chargé de la Président tre la Securité